Guatemala: déboisement et déplacements dus aux agrocarburants

Au Guatemala comme dans d'autres pays du Sud, les communautés indigènes et l'environnement paient très cher l'expansion des agrocarburants, qui s'accompagne de déboisement, de déplacements forcés, de menaces, d'arrestations illégales et même de meurtres.

L'organisation Salva la Selva dénonce une situation qui dure depuis trois ans dans une zone dénommée « Finca de los Recuerdos » où l'entreprise Ingenio Guadalupe a défriché des terres indigènes pour y établir des plantations de canne à sucre destinées à la fabrication d'éthanol.

Au milieu de la crise alimentaire et de la hausse des prix des aliments, le 30 juin de cette année 60 familles keqchi de La Isla, Caserío el Morador Serrano, Corazón de Maíz et Teleman Punto 15, à Panzos, ont essayé de récupérer une partie de leurs terres pour y cultiver des produits alimentaires.

En réponse, selon Salva la Selva « ils ont été attaqués par des paramilitaires associés à l'entreprise. Au cours de cette attaque on a tiré sur eux d'un hélicoptère ; un homme de 35 ans, père de trois enfants, a été blessé et il a dû être hospitalisé. Le lendemain, les familles et les représentants de l'organisation paysanne CUC ont organisé une manifestation pacifique, pendant laquelle ils ont été attaqué une fois de plus par des paramilitaires accompagnés de deux représentants d'Ingenio Guadalupe. Il y a eu des coups de feu, des menaces de mort, et deux femmes ont été illégalement arrêtées ». Dans la zone de Coatepeque aussi il y a eu des attaques semblables à cause de l'expansion du palmier à huile pour la production de biodiesel.

D'après les informations fournies par le CUC et par l'organisation internationale des droits de l'homme Rights Action, ces événements sont représentatifs de ce qui se passe aujourd'hui partout au Guatemala. Les membres du CUC font la déclaration suivante : « Nous dénonçons que le gouvernement n'a pas de mesures claires pour faire face à la crise alimentaire et à la hausse des prix, et nous le rendons responsable de la réaction et des actions que la population puisse entreprendre face à l'aggravation de la crise ».

Les mesures adoptées à ce jour ont été favorables aux intérêts des agro-industries, pour que celles-ci « obtiennent de façon illégale des terres qui appartiennent à des communautés indigènes, en faisant appel à la violence des paramilitaires et même des forces de sécurité de l'État pour déplacer les communautés ».

La destruction environnementale et la violation des droits de l'homme sont encouragées par le système financier mondial : en janvier de cette année, la Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé des crédits qui permettent au gouvernement du Guatemala de mettre en place une stratégie nationale en matière d'agrocarburants. Inévitablement, cela va se traduire par davantage de défrichements, d'appropriations de terres, de déplacements forcés, de violations des droits des communautés indigènes...

La BID est un des principaux investisseurs dans l'expansion des agrocarburants en Amérique latine, et elle s'apprête à accorder des crédits privés pour une valeur de trois milliards de dollars. Rights

Action exhorte à s’adresser à la BID pour dénoncer la situation et réclamer la suspension immédiate de tout soutien et de tout financement de la production d’agrocarburants au Guatemala, dans une lettre qui se termine ainsi : « La production d’agrocarburants au Guatemala a aggravé le déboisement et la désertification, et elle accélère le changement climatique. Elle accroît aussi la faim et viole les droits territoriaux des communautés indigènes, en augmentant la répression violente. Nous vous prions de suspendre immédiatement votre soutien des agrocarburants au Guatemala » (la lettre est disponible sur http://www.salvalaselva.org/protestaktion.php?id=283).

Article fondé sur des informations tirées de : “Empresa de agrocombustibles reprime violentamente a indígenas en Guatemala”, Salva la Selva,http://www.salvalaselva.org/protestaktion.php?id=283.